

POURQUOI ISRAËL N'ANNEXE-T-IL PAS LA BANDE DE GAZA ?

La réponse est un secret de Polichinelle : si Israël a voulu le faire en 1967 en vidant tout simplement le territoire de ses habitants, il y a renoncé depuis. Sans que l'idée en disparaisse pour autant puisque Moshé Figlin, vice-président de la Knesset en 2014, proposait un plan grâce auquel, une fois la bande de Gaza entièrement conquise, on permettrait à la partie de la population « innocente » et qui se serait distancée des terroristes armés de partir et « à la suite de l'élimination de la terreur, Gaza deviendra(it) une partie de l'Israël souverain et sera(it) peuplée de Juifs. » Mais cette solution extrême obligerait Israël à faire une guerre totale et à prendre en son sein des Palestiniens, ce qui créerait un « problème démographique ». (lire Marianne Blume, *Gaza vu d'Israël*, bulletin Palestine 76, juin 2018).

Finalement, dès les années 90, l'idée retenue est de mettre définitivement la bande de Gaza à part (Rabin), ce qui sera totalement réalisé non seulement avec les Accords d'Oslo mais plus encore après la victoire du Hamas aux élections. Gaza, déclarée entité ennemie, est soumise à un blocus complet et Israël ne se reconnaît plus comme puissance occupante sur son territoire. On se contente de la bombarder, de détruire ses infrastructures, de lui rendre la vie impossible prétendument pour en chasser le Hamas. Mais en réalité, le *statu quo* est tout bénéfique pour Israël qui, sans états d'âme, permet au Qatar – qui n'est pas vraiment un ami – de verser des millions de dollars à l'autorité de la bande de Gaza (Hamas), pour « raisons humanitaires ». En fait, cet agrément permet à Israël de maintenir le calme relatif aux frontières et de renforcer la division du mouvement palestinien. D'ailleurs, quand le Qatar menace de mettre fin à ses aides, Israël s'en inquiète. En 2017, Nachum Shiloh, expert au Centre Moshe-Dayan pour les études sur le Moyen-Orient et

l'Afrique, le disait clairement : « La rupture des liens diplomatiques entre les pays arabes et le Qatar pourrait conduire Doha à cesser ses aides financières au Hamas. Cela pourrait alors déboucher sur une déstabilisation accrue de la bande de Gaza et un nouveau conflit avec Israël. »

La politique israélienne vis-à-vis de la bande de Gaza et de la Cisjordanie est parfaitement pensée depuis le début : diviser la Palestine et pouvoir annexer la Cisjordanie. Dès 2005, le géographe palestinien, Khalil Tafakji, ne s'y trompait pas : le plan Sharon de désengagement de Gaza est avant tout une préparation à l'annexion de la Cisjordanie.

LA BANDE DE GAZA DEVENUE UN CAS HUMANITAIRE

Quand aujourd'hui, on parle de la bande de Gaza, on en parle à juste titre en termes de catastrophe humanitaire et économique (voir le dernier rapport de la CNUCED). Ce n'est pas que manquent les rapports et les critiques du blocus aggravé, imposé par Israël depuis 2006. Ce n'est pas non plus que manquent les appels à lever le blocus. C'est tout simplement qu'au niveau des décideurs politiques, la bande de Gaza est considérée comme une entité à part et l'on feint de résoudre la crise qu'elle vit par de l'aide humanitaire ou financière. Or, comme le déclaraient les signataires d'un appel à la levée du blocus, « Sans levée du blocus, l'aide humanitaire continuera à être jetée dans un puits sans fonds. Elle permet juste de garder le patient en vie, mais pas de le guérir. » Clairement, la solution est globale : la bande de Gaza comme la Cisjordanie – même si, de façon différente – restent toutes deux occupées et la seule solution est une solution globale, politique : la fin de l'occupation de la Palestine.